

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 26/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **WISSOUS FROID**

11/13, bd de l'Europe  
BP 46  
91320 Wissous

Code AIOT : 0006505256

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement WISSOUS FROID implanté 11-13 bd de l'Europe/68 rue G Bigourdan BP 46 91320 Wissous. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WISSOUS FROID
- 11-13 bd de l'Europe/68 rue G Bigourdan BP 46 91320 Wissous
- Code AIOT : 0006505256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non



La société WISSOUS FROID (ex PREST LOGISTIQUE) a pour activité le stockage des produits, la préparation de commandes et l'expédition des produits pour le compte de ses clients ; à ce titre, aucune marchandise n'appartient à la société. Le stockage concerne donc le froid négatif, le sec et le froid positif en transit. L'exploitant indique réaliser aussi une activité de location des espaces de stockage à différentes sociétés : Orca Marée (pour l'activité de poissonnerie), MIDEX Maritime (stockage, transit et export), WTMIC (stockage), PREST DISTRIBUTION (stockage frigorifique), BIOCONGEL Logistique Marchandise Froid.

Horaires de fonctionnement : l'amplitude horaire est de 6h00 à 17 h  
effectif : 45 personnes sur l'ensemble du site dont une dizaine pour WISSOUS FROID.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative de l'établissement par rapport à l'arrêté préfectoral ;
- Suite de la visite du 06/05/2021 ;
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux ;
- Prescriptions relatives à la prévention des risques ;
- Suivi des équipements sous pression du site ;
- Points divers.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Suite de l'inspection du 06/05/2021	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Suite de l'inspection du 06/05/2021	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 4°)	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Suite de l'inspection du 06/05/2021	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 5°)	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Suite de l'inspection du 06/05/2021	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 3°)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 6°)	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Suite de l'inspection du 06/05/2021	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 11°)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Vérification de l'échéance des échéances de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Lettre de suite préfectorale	5 mois
14	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 VI	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	Contrôle de marquage par poinçons et étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
10	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
11	Vérification de l'échéance des inspections périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.1	Sans objet
12	Analyse des compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
15	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
16	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection du site WISSOUS FROID a permis de relever des non-conformités susceptibles d'engendrer ou d'aggraver le risque incendie sur le site (absence de détection automatique d'incendie, non-conformités électriques, présence de stockage de produits combustibles sans équipement de défense contre l'incendie) et d'autres écarts déjà constatés en 2021.

L'inspection propose à Madame la Préfète de l'Essonne de prendre à l'encontre de l'exploitant un arrêté de mise en demeure afin de lever les non-conformités constatées.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, mise à jour de la situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Le point 1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°92.07777 du 9 mars 1992 est modifié comme suit:

1°) L'établissement comporte les installations classées suivantes:

Rubrique de la nomenclature	Régime*	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
1136-B-b	A Avec le bénéfice de l'antériorité	Emploi d'ammoniac	Installation de réfrigération - Emploi de l'ammoniac comme fluide frigorigène - La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est de 3 500kg
1511-3	DC Avec le bénéfice de l'antériorité	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature.	Entrepôt frigorifique - Volume de l'entrepôt de 25 000 m <sup>3</sup> - Quantité maximale de matière combustible stockée de 2 500 t
2921-b	DC Avec le bénéfice de l'antériorité	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	Circuit primaire fermé de puissance thermique total évacuée: 1021kW

\* A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration soumis à contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

#### Constats :

Le jour de la visite, l'inspection a constaté sur plusieurs zones ou locaux de stockage de matières combustibles (fûts, matelas, vêtements,...) notamment au niveau des cellules exploitées par la société MIDEX Maritime.

le stockage des matières ou produits combustibles constaté dans des cellules est susceptible d'être classé sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. De plus, depuis la parution du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment la rubrique 1510 (entrepôts de stockage de matières ou produits combustibles) permet désormais de regrouper, les stockages de matières ou produits anciennement classés dans les rubriques 1510, 1511, 2662 ou 2663, sous la rubrique 1510 dès que ces stockages sont dans des bâtiments distants de 40 m au plus. Les différents stockages constatés sur le site sont situés dans le même bâtiment et dans des "cellules" différentes.



La situation administrative du site doit être mise à jour.

Compte tenu des constats faits sur le site, le jour de la visite, il appartient à l'exploitant de se positionner par rapport au décret susmentionné afin de permettre à l'inspection d'acter la nouvelle situation administrative du site. L'exploitant doit faire l'inventaire de ses stockages ( en volume et en tonnage) afin de déterminer les quantités maximales présentes sur le site.

**Observations :**

L'exploitant doit se positionner par rapport au décret susmentionné afin de permettre à l'inspection d'acter la nouvelle situation administrative du site. Il est recommandé à l'exploitant de faire l'inventaire de ses stockages (en volume et en tonnage) afin de déterminer les quantités maximales présentes sur le site

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Suite de l'inspection du 06/05/2021**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

1°) Les systèmes de refroidissement ne comprennent pas de circuits ouverts. 2°) Les réseaux de refroidissement sont efficacement protégés contre toute introduction de produit étranger, leur étanchéité est vérifiée régulièrement. 3°) L'utilisation d'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques pour la distribution située en amont est subordonnée à l'utilisation d'un réservoir de coupure ou un bac de disconnection isolant totalement les deux réseaux ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré avoir réalisé le contrôle de l'étanchéité des réseaux par le prestataire en charge de la machinerie, mais n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs de la vérification des réseaux de refroidissement.

L'exploitant doit justifier de la vérification de l'étanchéité des réseaux de refroidissement, le cas échéant, l'exploitant doit réaliser la vérification de l'étanchéité des réseaux de refroidissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 3 : Suite de l'inspection du 06/05/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 4°)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  4°) Installation électriques  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques de l'ensemble des installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées à minima annuellement. Si l'installation ou l'appareillage conditionnant la sécurité ne peuvent être mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale, l'exploitant s'assurera de la disponibilité de l'alimentation électrique de secours et cela particulièrement à la suite de conditions météorologiques extrêmes (foudre, températures extrêmes, etc.).
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport des installations électriques et le certificat Q18, ainsi que le certificat Q19 de la thermographie.  Le rapport Q19 de la thermographie ne présente pas d'observation.  Le rapport de vérification des installations électriques présente 29 écarts, dont 19 nouveaux écarts relevé lors du contrôle du 19/04/2024 et d'autres écarts antérieurs à ce contrôle.  Le certificat Q18 conclut sur la présence du risque d'incendie ou explosion des installations électriques.  L'exploitant doit réaliser des travaux de mise en conformité des installations électriques afin d'écarter le risque d'incendie ou d'explosion des installations électriques, observé par Bureau Véritas, lors de son contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Suite de l'inspection du 06/05/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 5°)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique de l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  5°) Détection automatique  La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les combles (lorsqu'ils existent), les locaux techniques et les bureaux à moins de 10 mètres des stockages.  Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment sinistré.  Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie en



tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.

Pour les installations frigorifiques, l'exploitant implante de façon judicieuse un réseau de détection incendie, au besoin en s'assurant du concours des services internes à l'établissement ou d'entreprises spécialisées. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, PC incendie, etc.).

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

#### **Constats :**

L'exploitant confirme que le site ne dispose pas de détection automatique d'incendie, pour l'ensemble des cellules de stockage, ni dans les bureaux et les locaux techniques (salle de machine ammoniac).

L'installation ne dispose pas de système d'extinction par sprinklage, ni de robinet d'incendie armé. L'inspection rappelle que cet écart a été déjà relevé lors de la visite d'inspection réalisée en 2021. L'exploitant n'a pas avancé sur la détection automatique.

L'exploitant déclare avoir réalisé deux devis pour la détection automatique d'incendie, sans donner suite. L'exploitant n'a pas présenté les devis, ni de commande correspondant à la mise en conformité de la détection automatique d'incendie du site.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de produits combustibles dans plusieurs locaux ou cellules non équipés de matériels de défense contre l'incendie. De plus la conclusion du certificat Q18 associée à l'absence de détection automatique d'incendie ne permet pas de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Au vu des constats faits sur le site, l'inspection propose à madame la Préfète de l'Essonne de prendre à l'encontre de l'exploitant un arrêté préfectoral de mise en demeure d'installer la détection automatique de l'incendie, conformément au 5° de l'article 2.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/2015

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 5 : Suite de l'inspection du 06/05/2021**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 -3°)

**Thème(s) :** Risques accidentels, 3°) Risque foudre

**Prescription contrôlée :**

3°) Risque foudre

A. Une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont



réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le carnet de bord foudre au format informatique qui retrace l'ensemble des interventions faites sur le dispositif de protection du site contre la foudre : l'analyse du risque foudre (ARF) l'étude technique foudre (ETF), vérification initiale réalisées par la société DUVAL MESSIN.

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification complète du dispositif de protection contre le risque foudre réalisée le 13/01/2022 par Bureau Vérirtas. Le rapport présenté ne mentionne pas d'observation. La fréquence de la vérification complète est biannuelle, elle aurait dû être faite en janvier 2024, à ce jour la vérification complète des installations n'est pas faite. L'exploitant affirme qu'il n'y a pas eu de vérification visuelle qui est d'une fréquence annuelle.

L'exploitant doit effectuer la vérification complète des dispositifs de protection contre le risque foudre avant la fin de l'année 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 6°)

**Thème(s) :** Risques accidentels, 6°) Moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt (hors chambres froides à température négative), sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Rapport de vérification/entretien L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents, la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. Les installations de protection contre l'incendie sont maintenues accessibles en toute circonstance. Ils sont correctement entretenus, maintenus en bon état de marche et font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.

**Constats :**

L'exploitant a présenté une facture en date du 23/05/2024 correspondant à l'entretien des 55 extincteurs présents sur le site.

Concernant les exutoires de fumées, l'exploitant affirme qu'il y a un seul exutoire de fumées présent dans la salle de machine qui a été contrôlé le 23/05/2024.

L'exploitant doit disposer des rapports de vérifications des équipements de défense contre l'incendie. L'inspection informe l'exploitant de demander à son prestataire un rapport de vérification des équipements de lutte contre l'incendie distinct de la facture.

Lors de la visite du site l'inspection a constaté sur le site la présence des extincteurs défectueux ou reformés à proximité des extincteurs en bon état de fonctionnement susceptibles d'être utilisés par confusion ou panique lors d'un éventuel départ de feu. L'exploitant déclare que c'est la



société prestataire de leur entretien qui doit les récupérer ou les stocker à l'écart dans l'attente de leur évacuation.

L'inspection a aussi constaté des zones de stockage de produits dépourvues de moyen d'extinction d'incendie, notamment au niveau des bâtiments occupés par la société MIDEX Maritime.

**Observations :**

L'exploitant doit installer des moyens de défense contre l'incendie appropriés dans l'ensemble des cellules de stockage du site.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, les rapports de vérification, d'entretien ou de maintenance des équipements de lutte contre l'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Suite de l'inspection du 06/05/2021**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.8 - 11°)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance des installations employant de l'ammoniac

**Prescription contrôlée :**

Le rapport de contrôle des équipements importants pour la sécurité (EIPS) réalisée le 20 juin 2020 (cf. articles n°39 et 42 de l'arrêté du 16/07/1997) présenté par l'exploitant conclut sur un bon état de fonctionnement des organes importants pour la sécurité. Toutefois, ce rapport mentionne l'absence des équipements de protection individuelle « ammoniac ».

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle annuel des équipements importants pour la sécurité en date du 12/06/2024, celui-ci ne mentionne pas de non-conformité. Toutefois, ni le débit minimal requis pour l'extraction d'air, ni le débit réel de l'extracteur n'a été mesuré.

Concernant les équipements de protection individuelle (EPI) "ammoniac", l'exploitant confirme que le site ne dispose pas de scaphandre, ni d'appareil respiratoire isolant ou de bouteilles d'oxygènes, ni de masque avec cartouche filtrante. Lors de la visite du site l'inspection a constaté la présence d'un coffret destiné aux EPI devant la salle des machines, ce coffret est vide de tout équipement.

L'inspection a également constaté l'absence de manches à air; l'exploitant déclare que cet équipement nécessite des travaux de soudure afin de l'installer et de le rendre fonctionnel.

Compte tenu de l'importance de ces équipements en cas d'intervention suite à une fuite d'ammoniac et de l'inaction de l'exploitant pour lever cet écart, l'inspection propose à madame la Préfète de l'Essonne de mettre l'exploitant en demeure de disposer des équipements de protection individuelle "ammoniac" sur son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 8 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté une liste des équipements sous pression, mise à jour au 19/01/2022. Cette liste reprend la liste des équipements de l'installation ammoniac. Elle précise pour chaque équipement le type, le régime de surveillance (sans plan d'inspection), les dates des dernières et prochaines inspections et requalifications périodiques ainsi que le numéro et l'année de fabrication, la pression de service (PS), le volume et la référence au cahier technique professionnel (CTP), compte tenu qu'il s'agit d'équipements frigorifiques.  Cette liste fait référence à deux réservoirs d'huile (6658 et 6659) et au condenseur évaporatif. L'inspection a, par ailleurs, observé, à proximité de chacun des quatre compresseurs, quatre séparateurs d'huile. Ces sept équipements ne font pas l'objet d'un suivi en service (inspections et requalifications périodiques).  L'exploitant doit justifier les raisons pour lesquelles ces sept équipements ne font pas l'objet d'un suivi en service.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Caractéristiques des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Deux équipements ont été sélectionnés afin d'être inspectés : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'échangeur n°6650 - Fabricant : LCB - Volume : 1200 litres - PS : 10,8 bars - année de fabrication : 1988 - Ammoniac (H331)</li><li>• le réservoir n°6652 - Fabricant : LCB - Volume : 30 litres - PS : 20 bars - année de fabrication : 1988 - Ammoniac (H331)</li></ul>



**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 :** Analyse du compte rendu d'inspection périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu d'inspection périodique 12975220/S3.3.1.R. L'inspection périodique de ces deux équipements a été réalisée le 19/01/2022 par Bureau Veritas. La lecture de ce compte-rendu n'appelle pas de commentaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 :** Vérification de l'échéance des inspections périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux



inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

**Constats :**

La dernière inspection périodique a été réalisée le 19/01/2022 par Bureau Veritas. La précédente inspection périodique avait été réalisée le 12/11/2018 (requalification). La fréquence de 48 mois entre deux inspections périodiques (CTP 23/07/2020 Systèmes frigorifiques sous pression) est donc respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Analyse des compte-rendus de requalification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;



-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu de requalification périodique 7004605/S3.2.1.RQ. La requalification périodique de ces deux équipements a été réalisée le 12/11/2018 par Bureau Veritas. La lecture de ce compte-rendu n'appelle pas de commentaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Vérification de l'échéance des échéances de requalification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

**Constats :**

L'exploitant a expliqué que, bien que la commande ait été passée en juillet 2024, la date des prochaines requalifications des équipements ne pourrait pas être respectée (changement des soupapes en 11/2024, requalification début 2025 alors que l'échéance pour la prochaine requalification était prévue au 12/11/2024). L'échéance des 6 ans pour la requalification des récipients contenant de l'ammoniac (toxicité aiguë par inhalation catégorie 3) ne sera pas respectée.

L'exploitant doit veiller au respect des dates du suivi en service de ses équipements et transmettre le rapport de requalification périodique de l'installation dès que possible.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 14 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
<b>Constats :</b>  Concernant les deux équipements sélectionnés : <ul style="list-style-type: none"> <li>la plaque n'était pas visible sur l'échangeur n°6650 qui est calorifugé. L'exploitant a expliqué que l'organisme habilité (OH) avait fait retirer le calorifuge lors de la dernière requalification. Un marquage extérieur a été apposé par l'OH.</li> <li>le réservoir n°6652 n'a pas pu être présenté par l'exploitant. La plaque n'a donc pas pu être vue.</li> </ul> L'exploitant doit transmettre à l'inspection une photo récente de la plaque du réservoir n°6652.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 15 : Contrôle de l'état de l'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b>  L'état de l'échangeur n°6650 n'appelle pas de commentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b>  La présence des deux soupapes sur l'échangeur n°6650 a pu être vérifiée sur place. Le contrôle des numéros de série et des pressions de tarage n'ont toutefois pas pu être vérifiés compte tenu de la hauteur des soupapes et de l'absence de moyen d'accès sécurisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Contrôle de marquage par poinçons et étiquette**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à "tête de cheval".  Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est



susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.

**Constats :**

Le poinçon "tête de cheval" est présent sur le marquage rajouté par l'OH sur l'équipement calorifugé dont la plaque d'origine n'est pas visible (cf. Point de Contrôle "Contrôle de la plaque d'identification des ESP").

L'exploitant doit transmettre à l'inspection une photo récente de la plaque du réservoir n°6652 avec le poinçon "tête de cheval" relatif à la dernière requalification.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois



